

MÁXIMO TORERO CULLEN

Économiste en chef et sous-directeur général chargé du département du développement économique et social de la FAO

Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires, ancien PDG de l'Agence française de développement, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Extrême-Orient

Sans plus attendre, je laisse M. Torero Cullen ouvrir cette discussion.

Máximo Torero Cullen

J'ouvrirai en disant que l'avenir à moyen ou long terme des systèmes agroalimentaires échappe à toute prévision : le fonctionnement de ces systèmes est soumis au risque et à l'incertitude. Le risque consiste à évaluer la probabilité de pertes, afin de savoir s'assurer. L'incertitude en revanche est un élément insaisissable et une grande source de complexité pour tout système. Le système agroalimentaire se compose d'un ensemble complexe d'activités interconnectées allant de la production brute à la transformation et à la distribution, et qui inclut les questions commerciales que vous avez mentionnées. L'année dernière, le niveau maximum de restrictions a atteint environ 17 % des calories échangées, entraînant une hausse de prix considérable. En pesant sur la consommation, tous ces éléments s'intègrent à des systèmes socio-économiques et environnementaux qui dépendent du comportement de milliards de personnes. Nous pouvons donc seulement prédire que des défis majeurs se profilent. L'analyse des années 1970, 2007-2008, 2011 et de la situation actuelle met en évidence la complexité du système, dont la structure de marché est très concentrée sur les exportations – en particulier les céréales – et étroitement interconnectée. Le type et l'ampleur du traitement que nous appliquerons influera grandement sur notre façon de définir l'avenir du système agricole, le nôtre ainsi que celui des générations futures.

La FAO s'intéresse de près à 18 moteurs agissant au cœur des systèmes agricoles, parmi lesquels les dynamiques démographiques, la croissance économique, la stabilité macroéconomique, qui ne sont d'ordinaire pas étudiées. Ainsi, le taux élevé d'endettement de certains pays, la variabilité des taux de change et le lien entre énergie et alimentation sont des aspects critiques qui méritent d'être examinés. Ces 18 moteurs comprennent également la science et l'innovation, la pauvreté et l'inégalité, le capital et l'information, l'intensification des processus de production, la rareté des ressources naturelles, et bien sûr le changement climatique.

Je voudrais souligner les trois enjeux clés qui émergent nettement des analyses réalisées sur ces moteurs. Le premier enjeu est que l'alimentation est répartie très inégalement entre pays et foyers. C'est principalement la raison pour laquelle les échanges commerciaux sont essentiels, au regard de la répartition actuelle de l'alimentation. En 2021, de 702 à

828 millions de personnes souffraient de la faim de manière chronique. Plus de 3,1 milliards d'individus sont privés d'alimentation saine car leurs revenus sont insuffisants. De nombreuses personnes ont souffert de pertes soudaines de revenus suite aux confinements dus à la pandémie ; et récemment, la hausse des prix de l'alimentation et des intrants, en lien avec la guerre d'Ukraine, imposent un fardeau supplémentaire aux familles à bas revenus. Ainsi, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et certains pays d'Asie du Sud-Est n'ont pas accès aux neuf groupes d'aliments qui définissent un régime alimentaire sain. Parmi ces aliments, seul un très faible pourcentage peut être produit par les individus eux-mêmes, d'où l'importance de protéger les échanges commerciaux.

Le deuxième enjeu est le changement climatique : si le statu quo se maintient, nos systèmes agro-alimentaires s'effondreront. Le climat nous affecte de quatre manières : les températures extrêmes, l'excès ou la pénurie d'eau – c'est suite aux récentes inondations au Pakistan, quatrième plus grand producteur mondial de riz, que l'Inde a imposé des restrictions –, la volatilité et la variabilité, et enfin l'évolution des maladies sous l'effet du climat, comme on l'a vu dans la séance précédente. Le changement climatique affecte d'ores et déjà l'agriculture par le biais d'événements météorologiques inhabituels – sécheresse, inondations, températures extrêmes et infiltrations d'eau salée dues à l'élévation du niveau des océans. Par ailleurs, les terres, l'eau, les sols et la biodiversité ne cessent de se dégrader. L'épuisement des sols, la déforestation intensive, la surexploitation des ressources marines et des pâturages, ainsi que la pollution omniprésente, font peser de sérieuses menaces sur les systèmes agricoles, mais également sur le système socio-économique au sens large, comme sur la stabilité de notre environnement. Parallèlement, l'agriculture et l'utilisation connexe des terres génèrent plus de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et les systèmes agricoles dans leur ensemble contribueraient à environ un tiers des émissions de gaz à effet de serre.

Le troisième enjeu est le suivant : nous devons produire davantage avec moins de ressources et redistribuer cette production plus équitablement. L'un des scénarios de la Division de la population des Nations Unies prévoit que le monde pourrait compter 10 milliards d'individus en 2050. Cela signifie que les fermiers devront nourrir 2 milliards de personnes en plus dans moins de trente ans, tout en réduisant radicalement leurs émissions, puisque telle est la condition incontournable dans tous les secteurs pour éviter un changement cataclysmique du climat.

Briser le statu quo implique de s'attaquer à des objectifs parfois divergents : accroître la production agricole tout en réduisant son empreinte environnementale ; établir des marchés viables tout en limitant l'expansion de l'utilisation des terres ; et augmenter la productivité tout en préservant l'emploi. Pour atteindre à l'avenir une durabilité et une résilience accrues, nous devons donc transformer le système agricole, faute de quoi ces arbitrages généreront de graves déséquilibres. Les systèmes agricoles doivent donc s'adapter du côté de la demande comme de l'offre. Le concept de prix réel de l'alimentation s'impose alors afin d'intégrer les externalités positives et négatives, et de permettre d'adapter le soutien à l'agriculture aux incitations déjà en place. À titre d'exemple, du côté de la demande, la surconsommation de protéines des uns exige un changement de régime au profit d'une plus grande part de protéines d'origine végétale. Cela permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le risque de zoonoses, l'usage des pesticides et la résistance antimicrobienne. Les choix



effectués en matière de quantité, de sécurité, de teneur nutritionnelle, d'empreinte sociale et environnementale des aliments, de consommation et de gaspillage, peuvent avoir des effets très variables sur le système agricole. Les politiques de la demande, et l'offre de biens publics tels que l'éducation et la qualité de l'information, aident les individus à développer un esprit critique et une prise de conscience. Les campagnes de sensibilisation au gaspillage alimentaire ont ainsi connu d'excellents résultats. Du côté de l'offre, l'utilisation optimale des produits et des approches agricoles permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de générer des bénéfices indirects en matière de services écosystémiques supplémentaires et d'intégration complète dans une économie circulaire plus large. Si des producteurs à plus petite échelle adaptaient les aliments à une utilisation appropriée, cela permettrait une intensification durable et une logistique optimisée. Cet aspect est tout à fait clair en ce qui concerne l'usage des engrais et des pesticides. Certaines technologies propres aux systèmes agro-alimentaires font preuve d'un certain potentiel en matière d'atténuation du changement climatique. La réalisation de ce potentiel dépendra toutefois de l'accès à des énergies bas carbone, dans la mesure où ces systèmes sont relativement plus énergivores. Il en va de même du développement de la filière du froid et des technologies de conditionnement, qui peuvent contribuer à réduire les pertes et déchets alimentaires, grâce à l'augmentation de l'énergie et des matériaux utilisés.

Chers collègues, les dangers qui nous menacent sont grands. Nous avons besoin de politiques gouvernementales éclairées, de mobiliser toutes les sciences, les innovations, les données et les bonnes pratiques de gouvernances, afin de pouvoir affronter ces risques et d'enclencher les changements indispensables aujourd'hui, afin de créer un système nous permettant de produire davantage avec moins de ressources, de manière durable, avec une répartition plus équitable des ressources alimentaires.

Jean-Michel Severino

Merci beaucoup pour ce tour de force, Monsieur Torero Cullen, pour avoir à la fois aussi bien mis en avant les difficultés de prédiction, l'instabilité, mais aussi l'importance des réponses de politiques publiques qui sont nécessaires. J'ajouterai l'importance du rôle que les grands acteurs du monde de l'agroalimentaire doivent de plus en plus jouer pour apporter des solutions à ce système instable.